

Le pouvoir aux travailleurs

11 AVR 1999

N° 64

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- UN RICHE COMMERCANT VICTIME DE LA VIOLENCE ACCUMULEE PAR LA SOCIETE CAPITALISTE	2 - 3
- L'AUGMENTATION SODECI, UN IMPOT DEGUISE	4
- PALMCI: TRAVAILLEURS EN GREVE	5
- PORT D'ABIDJAN: COLERE DES DOCKERS	5 - 6
- GOUVERNEMENT DE BOURGEOIS !	6
- UNE HISTOIRE A DORMIR DEBOUT : ENTRE CHARLATANS, CA SE COMPREND !	7 - 8
- BURKINA FASO : LE REGIME ASSASSINE UN JOURNALISTE GENANT	8
- NIGER : LES GALONNES SE SUCCEDENT, LES INTERETS IMPERIALISTES DEMEURENT	9 - 10
- NON AUX BOMBARDEMENTS DE L'OTAN SUR LA SERBIE ! NON A LA "PURIFICATION ETHNIQUE" DE MILOSEVIC !	10 - 11

**UN RICHE COMMERÇANT
VICTIME DE LA VIOLENCE ACCUMULEE
PAR LA SOCIETE CAPITALISTE**

Le 30 mars dernier, à Divo, un riche commerçant soupçonné d'avoir commandité le meurtre d'une élève de 14 ans pour en faire des "sacrifices", a été brûlé vif devant son domicile par des élèves en colère.

Tout a commencé le 17 mars, quand ce jour-là, le corps sans vie d'une élève massacrée à coups de machette a été retrouvé dans une brousse près de Divo. Selon certaines informations, cette fille a été vraisemblablement tuée par un homme qui l'a violée et qui ne voulait pas laisser des traces. Mais très vite, des rumeurs circulaient au sujet d'un riche commerçant d'origine malienne qui vivait depuis longtemps dans cette ville, le désignant comme étant à l'origine du meurtre de la jeune fille. D'après ces rumeurs, ce Malien serait devenu riche grâce aux "sacrifices humains" auxquels il se serait livré de façon rituelle.

Comme dans le passé, beaucoup de meurtres de ce genre étaient restés impunis, les élèves de cette ville ont tenu à ce que le meurtrier de leur camarade soit puni. Et c'est pour exprimer à haute voix cette volonté aux autorités locales qu'une manifestation de plus de 4.000 élèves a eu lieu le 30 mars. C'est au cours de cette manifestation que courait une autre rumeur selon laquelle le commerçant en question "aurait tiré à bout

portant sur un élève".

Une foule d'élèves s'est alors rendue au domicile du commerçant. Se sentant menacés, le commerçant et son gardien les ont accueillis à coups de fusil, blessant plusieurs élèves. C'était la faute à ne pas commettre. Les élèves, déjà très en colère, s'étaient déchaînés. Si le gardien a pu s'échapper par une porte de secours, le corps du commerçant, lui, a été la proie des flammes, sous les yeux des autorités locales qui ont jugé prudent de prendre leurs jambes à leur cou.

Ce riche commerçant était peut-être une ordure. De plus, sa prospérité a dû susciter pas mal de jalousie chez ses concurrents. Ajouter à cela le fait qu'il fût un "étranger", et il n'y avait pas besoin d'aller chercher loin le bouc-émissaire "idéal" dans cette période où les politiciens, ceux du pouvoir comme une partie de ceux de l'opposition jouent la fibre de "l'ivoirité" et ont tendance à désigner ceux qu'ils qualifient d'"étrangers" comme des délinquants potentiels.

Et, dans la situation actuelle où la pauvreté est partout, aggravée par la crise et le chômage, les rancoeurs s'accumulent et le mécontentement est grandissant, il suffit d'un rien pour que la colère explose, comme ce fut le cas à Divo. Voilà pourquoi, afin que leur colère légitime ne soit pas dévoyée vers des voies sans issue et des violences stériles, il est important que les travailleurs se dotent d'une organisation politique propre à eux et d'un programme qui leur permettent de défendre les intérêts de l'ensemble des exploités et diriger leur lutte collective contre l'ensemble des riches exploités et contre leur société bestiale.

L'AUGMENTATION SODECI, UN IMPOT DEGUISE

Après la redevance RTI sur les factures CIE, voici la redevance pour "l'assainissement de la ville d'Abidjan" sur les factures Sodéci. Tous les moyens sont bons pour faire payer la population pauvre.

Des milliards ont été déjà amassés sur le dos des pauvres pour soi-disant améliorer la télévision. Quand bien même une petite minorité de familles des classes laborieuses avait la télévision chez elle après avoir longuement économisé, cette redevance mensuelle de 1 000 n'est qu'une manière de plus de lui extorquer de l'argent. D'ailleurs, qui a vu une amélioration de la télévision depuis peut-être 2 ans qu'existe cette redevance? En fait, ce n'était rien de plus qu'un impôt supplémentaire qui est allé dans les poches de quelques hauts dignitaires du régime ou de quelques bourgeois.

Comme cette première redevance était passée comme une lettre à la poste, sans réaction de la classe laborieuse, et voilà que je te remets ça!

Cette nouvelle redevance soi-disant pour "l'assainissement de la ville d'Abidjan", qui sera effective dans un peu plus de deux mois, est particulièrement scandaleuse. On peut être certain par avance que rien ne sera fait en matière "d'assainissement" dans les quartiers où vivent les travailleurs et leurs familles, redevance ou pas. Parce que là n'est pas le problème de ceux qui nous gouvernent. Sinon, cela se serait vu depuis longtemps.

Par contre, comme ils l'ont annoncé, ils vont probablement "assainir" la baie de Cocody. Eh oui, les Bédié et autres bourgeois qui habitent à proximité ont le nez plutôt sensible! Alors, s'ils peuvent améliorer leur qualité de vie avec un financement puisé dans la poche des pauvres, pourquoi se gêneraient-ils?

Cette nouvelle augmentation de la facture Sodéci est d'autant plus scandaleuse que la "pénurie d'eau" dans les quartiers pauvres de Yopougon, Abobo ou Koumassi est courante. C'est ainsi que depuis plus de 3 mois par exemple, certains quartiers de Yopougon tels que Annaneraie, Gesco, Cité Mamie Adjoua, Banco-Nord, Toit rouge, etc, n'ont de l'eau dans leur robinet que deux fois par jour: de 10h à 14h et de 22h à 1h du matin. Et au mois de février le ravitaillement en eau n'était possible qu'entre 22h et 6h du matin. Ne parlons même pas des quartiers entiers où l'eau de Sodéci n'est même pas desservie. Et ne parlons même pas non plus de la situation à l'intérieur du pays où des villes comme Oumé ne sont même pas desservies durant des mois et des mois à cause d'une simple "panne de moteur",

Ce nouvel impôt qui ne dit pas son nom n'est pas justifié du point de vue des pauvres, comme tous les autres impôts tant que la gestion de la société est entre les mains d'une minorité au service de la bourgeoisie! C'est eux, les riches, qui amassent l'argent, qui s'enrichissent en exploitant les travailleurs. C'est donc à eux de payer!

PALMCI: TRAVAILLEURS EN GREVE

En mars dernier, les 500 manoeuvres chargeurs et récolteurs de l'Ensemble Agro-Industriel (EAI) de la Palmci de Divo étaient en grève pendant plusieurs jours pour réclamer entre autres: une augmentation des salaires, une prime pour le ramassage des fruits et le remboursement des médicaments à 80%.

Ces travailleurs sont très mal payés et leurs conditions de travail sont insupportables. A ce sujet, l'un d'entre eux a déclaré: "Certains travaillent ici depuis plus de 30 ans. Mais ils sont toujours à la 3ème

catégorie. Ils n'avancent jamais, ce n'est pas normal". Un autre a ajouté: "Nous travaillons comme des animaux. Si on ne nous écoute pas, nous allons créer notre propre syndicat. Parce que nous sommes marginalisés. Nos intérêts sont piétinés".

A côté de cette exploitation sans merci que subissent les travailleurs de Palmci, ce qu'ils revendiquent n'est pourtant que le strict minimum. Et pour les imposer, ils sont obligés de se battre durement.

PORT D'ABIDJAN: COLERE DES DOCKERS

Le 4 avril dernier, l'accès au Port autonome d'Abidjan a été bloqué toute la journée par une grève des dockers de la société SEMPA, qui voulaient ainsi protester contre le "non-respect du paiement des salaires et le mépris qu'affichent les responsables" de cette entreprise et surtout revendiquer une augmentation des salaires.

Ce qui a servi de détonateur à la grève était que ce jour-là, les dockers devaient être payés tôt le matin, mais ils ont été surpris d'apprendre qu'ils allaient être payés dans l'après-midi seulement. Alors c'était la colère. Et quand ils

se sont mis en grève, ils avaient raison d'en profiter pour régler d'autres problèmes en même temps.

Car en plus de leurs travaux très durs, ils sont exploités à tous les niveaux. D'abord les tarifs horaires sont très bas: 286F de l'heure. De plus, quand un docker ivoirien prend sa retraite après 30 ans de service, il ne touche en tout et pour tout qu'une somme de 400.000 FCFA!

Et ce n'est pas tout! Pour avoir le "droit" de se faire exploiter dans ces conditions, malgré le fait qu'ils possèdent

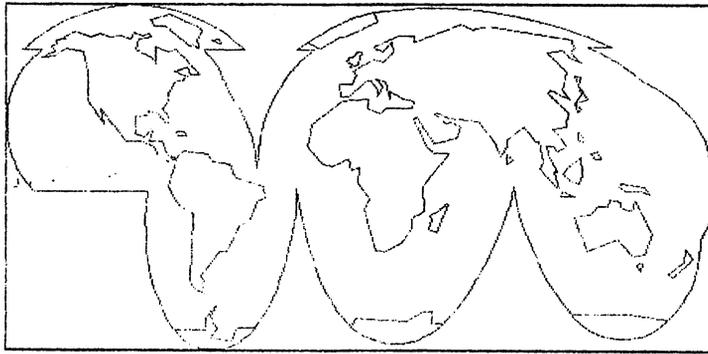
une "carte de docker", ils doivent encore payer chacun une somme allant de 5.000 à 6.000F à la personne chargée de les désigner pour travailler dans un bateau.

C'est pour mettre fin à tous ces abus que les dockers se sont mis en grève; et ils ont affirmé ne reprendre le travail

que si toutes leurs revendications sont satisfaites.

Avec tout ce que les exploiters ont amassé comme argent depuis des décennies sur le dos des dockers, satisfaire les revendications de ceux-ci, c'est restituer simplement une toute petite partie de leurs dus.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

GOUVERNEMENT DE BOURGEOIS !

Les vigiles de la Primature et des tours administratives n'ont pas perçu leur salaire depuis 8 mois. Déjà en juillet 1998, après 6 mois d'arriérés, seulement 3 mois de salaires leur avaient été versés. Et voilà encore la même chose qui revient cette année. Qu'importe à tous ces ministres grassement payés de savoir la vie que peuvent mener les familles de ces vigiles.

Voilà donc un gouvernement qui n'est pas foutu de payer ses propres hommes de mains. Après cela, en quoi est-il étonnant de voir que ce richissime bourgeois

nommé Bakou, un proche des Bédié, propriétaire -ou homme de paille- du groupe Octide, dont la société Sicor fait partie, se permet non seulement de ne pas payer leurs dus aux travailleurs de cette entre-prise, mais en plus de faire appel aux forces armées pour opérer un black-out et licencier quelques-uns des travailleurs qui ont manifesté leur colère et osé revendiquer leur dû?

Ce gouvernement est au service de la classe riche. Il se comporte envers les travailleurs avec le même mépris que son maître bourgeois.

UNE HISTOIRE A DORMIR DEBOUT: ENTRE CHARLATANS, CA SE COMPREND !

L'histoire se déroule dans la région de Divo. Une liste de personnes décèdent dans le village. A cette liste s'ajoute le décès d'un chauffeur de taxi exerçant à Abidjan. "C'en est trop". Cela suffit à un journaliste de la presse bourgeoise de parler d'histoires de sorcellerie et d'en faire écho dans son journal -quand ce n'est pas "Soir-Info", c'est "Le jour", "Notre Voie" ou "Ivoir-Soir", qu'importe- et allons-y

sur les histoires de cercueil qui désigne le ou les prétendus sorciers coupables d'un prétendu assassinat. Il y aurait de quoi en rire si malheureusement des personnes ainsi désignées ne faisaient pas les frais de ces croyances barbares d'un autre âge. Et le drame c'est que des gens ainsi désignés coupables par le cercueil sont jugés en bonne et due forme par la justice bourgeoise qui les inculpe pour meurtre. On se

L E U R S O C I E T E

croirait dans un film de fiction.

Le clou de l'histoire ici rapportée, c'est que le cercueil en question a désigné comme meurtriers deux prêtres "charismatiques" de l'église

Adventistes du village. Ceux-ci "se sont mis à table" et ont désigné "le chef du village" comme faisant partie de "leur confrérie de sorciers".

De quoi faire retourner les morts dans leurs tombes!

*

*

*

BURKINA FASO :
LE REGIME ASSASSINE UN JOURNALISTE GENANT

Récemment, quelque trois milliers de personnes ont manifesté dans la rue à Ouagadougou, pour protester contre l'assassinat d'un journaliste, Norbert Zongo, qui enquêtait sur un crime impliquant le frère du président Blaise Compaoré.

L'affaire remonte à la mort suspecte du chauffeur de ce dernier. Certains racontent que la victime aurait demandé, avec insistance, le versement de son salaire; d'autres qu'il aurait manqué du respect à son patron; d'autres encore qu'il aurait volé l'argent de son patron. Vrai ou faux? Pour faire la lumière là-dessus, Norbert Zongo commence son enquête. En décembre, il est assassiné.

Au début, le gouvernement burkinabé avait tenté d'étouffer

l'affaire pour ne pas éclabousser Compaoré. Mais au fil du temps la protestation a pris de l'ampleur et le président a été contraint d'accepter la création d'une commission d'enquête pour faire la lumière sur la mort du journaliste. Mais cette commission a plutôt tendance à faire du "sur-place" tandis que le mouvement de contestation semble se propager.

Blaise Compaoré est un dictateur. Pour s'emparer du pouvoir, il n'avait pas hésité à tuer Sankara, celui qu'il prétendait être son ami intime. Cette affaire dans laquelle est trempé son frère n'est certainement pas la seule affaire louche sous son régime. Malheureusement pour lui, il n'a pas réussi à l'étouffer.

NIGER :
LES GALONNES SE SUCCEDENT,
LES INTERETS IMPERIALISTES DEMEURENT

Le général président du Niger, Ibrahim Baré Maïnassara, a été abattu par sa garde présidentielle le 9 avril. Son premier ministre, après avoir qualifié l'événement d'"accident malheureux" a aussitôt dissout l'Assemblée Nationale et écarté du même coup le président de celle-ci du fauteuil de l'intérim présidentiel qui lui revenait conformément à la constitution du régime. Les députés, toutes tendances réunies, accrochés à leur poste, protestèrent de leur mise à l'écart autoritaire avant de s'y résigner. Mais après trois jours de flottement il semble que c'est le commandant Daouda Wanké, l'ancien chef de la garde présidentielle qui s'est auto-proclamé président. Comme son prédécesseur, il a promis des élections pour dans six mois.

Une chose est au moins sûre: quoi qu'il en soit, cet énième coup d'Etat au Niger ne changera pas le sort de la population qui vit depuis l'indépendance sous la botte des dictateurs, civils et militaires. Maïnassara lui-même, est arrivé au pouvoir à la suite d'un putsch en renversant Mahamane Ousmane en janvier 1996. Il fut un des proches du colonel Seynie Kountché qui fit régner la terreur entre 1974 et 1987. Il avait été ministre puis ambassadeur de son régime à Paris. Six mois après son coup d'Etat, il organisa un simulacre d'élections où, tout naturellement, il fut élu

président et fut félicité par ses maîtres de Paris. Il mit fin, par son coup d'Etat à l'effervescence de la période dite de "transition démocratique" où les cliques politiques rivales n'arrivaient pas, de conférence nationale en conférence nationale, à se mettre d'accord pour le partage du pouvoir qu'ils considéraient tous comme leur gâteau personnel. Il a été pour cela considéré, par l'impérialisme français mais aussi par les différents partis politiques locaux comme l'homme providentiel qui avait mis tout le monde d'accord. Tantôt il maniait la politique de la "réconciliation" en offrant quelques strapontins aux uns, quelques postes de sinécures aux autres, tantôt il utilisait la politique du bâton pour réprimer violemment ses opposants.

Les caisses de l'Etat déjà vidées par tous les dictateurs qui se sont succédé, ont continué de l'être avec Maïnassara au point que dans la Fonction publique les salaires accusaient plus d'un semestre de retard. Et ce n'est certainement pas avec le ou les nouveaux arrivants au pouvoir que le sort de la population laborieuse va changer. Quant aux intérêts de l'impérialisme français, l'ancienne puissance coloniale du Niger, ils vont continuer, tout comme avec les pouvoirs précédents, d'être honorés même si du bout des lèvres on

entendra peut-être quelques dirigeants français prononcer quelques mots démagogiques sur le respect des droits de l'homme. Dans quelques mois, le

nouveau pouvoir va s'offrir des élections sur mesure et le président sera félicité par Paris...jusqu'au prochain coup d'Etat.

**NON AUX BOMBARDEMENTS DE L'OTAN SUR LA SERBIE !
NON A LA "PURIFICATION ETHNIQUE" DE MILOSEVIC !**

Depuis le 23 mars, sous la direction des Etats-Unis, l'aviation de l'OTAN bombarde sans cesse la Serbie sous prétexte que Milosevic, le chef de l'Etat serbe, mène une politique dictatoriale à l'égard de la population albanaise du Kosovo. Ces bombardements intensifs ont détruit des casernes, des quartiers généraux de l'armée serbe mais aussi des usines, des ponts, des raffineries de pétrole. Un quartier d'habitation a également été touché, faisant au moins une dizaine de morts et plusieurs dizaines de blessés.

Loin de faire tomber le régime de Milosevic, ses bombardements l'ont au contraire renforcé dans le sens où il a réussi à rallier autour de lui, par réflexe nationaliste, une grande partie de ses anciens opposants. Milosevic a profité de l'exacerbation des sentiments nationalistes pour accentuer sa politique de "purification ethnique" contre la population albanaise majoritaire au Kosovo. Plusieurs centaines de milliers d'habitants de cette région ont dû la quitter de force pour se réfugier dans les pays environnants. Et le premier ministre français Jospin dont le gouvernement a participé à ces bombardements sous prétexte de raisons "humanitaires", a eu le cynisme de déclarer qu'il était hostile à accueillir en France

les réfugiés Kosovars qui fuient la persécution du régime de Milosevic.

Milosevic est un dictateur sanguinaire. La politique qu'il mène en Serbie est dramatique non seulement pour les habitants non serbes qu'il veut chasser du Kosovo pour en faire un pays "ethniquement pur", mais aussi pour le peuple serbe dont il prétend être le défenseur. C'est un fossé de plus de haine et de sang qu'il est en train de creuser entre les différents peuples des Balkans que l'histoire de cette région de l'Europe a profondément entremêlés depuis des siècles au point que même à l'intérieur d'un village ou d'un quartier vivent des habitants de différentes origines ou de religions. Sous le régime de Tito, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, ces différents peuples avaient coexister au sein de la Yougoslavie. Bien de jeunes, issus de mariages mixtes, ne savaient plus quelle était leur "ethnie". Ils se disaient tout simplement Yougoslaves. C'est la rivalité des dirigeants politiques, s'appuyant sur les sentiments nationalistes les plus étriqués ou les exacerbant, qui ont fini par générer des guerres entre ces peuples jusqu'à l'éclatement de la Yougoslavie et provoquer plusieurs dizaines de milliers

de morts. C'est ainsi que sont nés des micro-Etats comme la Croatie, la Slovénie, la Bosnie ou la Macédoine, issus de cet éclatement.

Les révolutionnaires communistes tout en étant internationalistes - c'est-à-dire pour la constitution de vastes ensembles, sans frontières entre les peuples, car l'avenir c'est dans l'union la plus large et la plus fraternelle possible entre les populations débarrassées des oripeaux du nationalisme - sont également pour le droit de chaque peuple de choisir démocratiquement son destin, y compris celui de vivre séparément des autres même si nous pensons que l'intérêt des travailleurs et des exploités est plutôt dans leur union. C'est pourquoi nous sommes pour le droit du peuple de Kosovo à l'auto-détermination.

Demain, peut-être, si les dirigeants de l'impérialisme, en particulier ceux des Etats-Unis, le veulent, naîtra un nouvel Etat: le Kosovo. Et les dirigeants de cet éventuel futur Etat, choisis par les dirigeants impérialistes ne seront certainement pas plus démocratiques envers leur propre peuple, que ne le sont les autres Etats voisins déjà existants envers les leurs et qui bénéficient du soutien de ces mêmes dirigeants impérialistes.

Depuis plus d'un siècle, la région des Balkans constitue un terrain de rivalités d'intérêts entre les puissances impérialistes anglaise, française et allemande. Ce sont ces mêmes puissances qui avaient encouragé, en soutenant chacune leur poulain parmi les dirigeants nationalistes locaux, ceux qui poussaient à

l'éclatement de la Yougoslavie, entre autres un dirigeant comme Milosevic.

L'oppression du peuple albanais du Kosovo par le régime de Milosevic est le dernier des soucis des dirigeants impérialistes même s'ils affirment le contraire. Car si cela était vraiment leurs soucis, en particulier ceux des dirigeants américains, ils n'auraient pas autant d'indulgence envers les dirigeants nationalistes israéliens qui oppriment depuis des décennies le peuple palestinien ou des dirigeants de la Turquie, membre de l'OTAN, qui oppriment le peuple Kurde. Qui oserait croire que l'impérialisme français qui a mené des guerres coloniales atroces en Algérie, au Vietnam, et qui a soutenu des sanguinaires comme Mobutu et qui continue de soutenir à l'aide de ses légionnaires les Bongo et les Eyadema, bombarde la Serbie pour voler au secours des Kosovars victimes de la barbarie de Milosevic ? Qui oserait croire que l'impérialisme américain qui avait aidé Pinochet à renverser le régime d'Allende et qui avait soutenu durant des années ce régime militaire massacrant ses opposants, est aujourd'hui contre le bourreau de Belgrade parce qu'il bafoue les droits de l'homme au Kosovo ?

Non, la seule raison des bombardements de l'OTAN est d'imposer l'ordre mondial des grandes puissances et d'amener Milosevic à être plus obéissant à cet ordre. Les travailleurs n'ont pas à accorder le moindre soutien à une guerre qui n'est pas menée pour défendre un peuple mais pour imposer, contre les peuples, la loi des grandes puissances.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservés aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur les bourgeois pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire, la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches:

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
 - donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité au respect des autres.
 - favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale
- La présente revue entend dans cette perspective:
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine, et Trotsky
 - combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
 - contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
 - oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.